

Les socialistes roumains poussent leur premier ministre à la démission

En conflit avec le chef du PSD, Mihai Tudose est le second dirigeant évincé en un an

BUCAREST - *correspondant*

Après sept mois à la tête du gouvernement roumain, le social-démocrate Mihai Tudose, 50 ans, s'en va. Le chef du Parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, lui a annoncé, lundi 15 janvier, qu'il n'avait plus le soutien du parti. C'est le deuxième premier ministre à quitter ses fonctions en sept mois. Sorin Grindeanu, proposé par le même Liviu Dragnea, avait quitté le gouvernement par la petite porte. En juin 2017, après six mois à la tête du gouvernement, son parti l'avait privé de son poste après une motion de censure au Parlement.

L'opposition libérale demande au chef de l'Etat, Klaus Iohannis, de prendre des mesures drastiques au sujet du PSD. « *Nous voulons des élections anticipées, a déclaré le président du Parti libéral, Ludovic Orban, dans l'opposition. Les gens qui dirigent la Roumanie sont toxiques pour le pays.* » M. Iohannis se déclare inquiet après cette nouvelle chute du gouvernement. « *Le PSD a échoué deux fois, a-t-il déclaré mardi 16 janvier. Nous avons besoin rapidement d'un nouveau gouvernement. L'incertitude politique ne doit pas dégénérer en crise politique.* »

Il a nommé l'ancien ministre de la défense comme premier ministre par intérim, et espère trouver une issue à la situation mercredi 17 janvier après consultation de tous les partis. Le PSD a

proposé Viorica Dancila, une eurodéputée social-démocrate, pour conduire le gouvernement. Présenté comme un geste envers l'UE, le choix s'explique surtout par sa proximité et sa fidélité à Liviu Dragnea. Sa mission : continuer l'offensive contre la justice engagée par le PSD.

Car ces démissions, qui ressemblent à un suicide politique, s'expliquent par l'impossibilité pour Liviu Dragnea de devenir premier ministre en raison de ses problèmes judiciaires. Sa formation, héritière de l'ancien Parti communiste, est arrivée au pouvoir en décembre 2016 après avoir laminé l'opposition libérale avec 46 % des suffrages. Victoire historique pour le parti, et moment de gloire pour son chef, qui rêvait d'être premier ministre et de se porter candidat à la présidentielle de 2019.

Catimini

Mais M. Dragnea s'est heurté à l'opposition du président libéral Iohannis et au système judiciaire roumain. « *Je n'accepterai pas qu'un condamné pénal soit nommé à la tête du gouvernement* », avait déclaré M. Iohannis.

Au printemps 2016, Liviu Dragnea a été condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale. Depuis novembre 2017, il fait l'objet d'une deuxième enquête pénale, s'appuyant sur les investigations de l'organisme antifraude européen, l'OLAF. Teldrum, la société qu'il

est censé contrôler dans l'ombre, est accusée d'avoir détourné 21 millions d'euros de fonds européens. « *Depuis 2001, le suspect Liviu Dragnea a mis en place un groupe criminel dont le but était de détourner les fonds publics et les fonds européens au moyen d'évasion fiscale, de blanchiment d'argent et d'abus de pouvoir* », affirme le communiqué du parquet national anticorruption (DNA).

Sorin Grindeanu, nommé premier ministre au lendemain des élections de 2016, était censé assouplir le code pénal pour blanchir le casier judiciaire de son chef. Mais en janvier 2017, des centaines de milliers de Roumains avaient manifesté pour empêcher Liviu Dragnea d'arrêter la campagne anticorruption qui a touché de nombreux élus politiques. Jugé incapable, le gouvernement Grindeanu avait été balayé par une motion de censure votée par son parti.

Le nouveau premier ministre, Mihai Tudose, s'était vu confier la même mission – prendre le contrôle de la justice pour régler le problème de son chef. En décembre 2017, un projet de loi destiné à réduire le pouvoir des procureurs et des magistrats était voté en catimini au Parlement. Bruxelles et le département d'Etat américain avaient critiqué cette tentative de museler la justice, et Mihai Tudose s'était désolidarisé des manœuvres de son propre parti. Ce geste lui a coûté son poste. ■

MIREL BRAN

République tchèque : pas de vote confiance pour le premier ministre

Désigné comme premier ministre tchèque, après sa victoire aux législatives des 20 et 21 octobre 2017, Andrej Babis a échoué à obtenir la confiance du Parlement, mardi 16 janvier. Seuls les 78 députés du mouvement ANO de M. Babis ont soutenu leur chef soupçonné de fraude aux subventions européennes. Cent dix-sept députés représentant huit partis ont voté contre lui, avec cinq abstentions. Le président Zeman a promis de confier de nouveau la formation du gouvernement à M. Babis, mais il est lui-même en difficulté avant le second tour de l'élection présidentielle, les 26 et 27 janvier, où il affronte Jiri Drahos.